



*Signataires : Alia Chaker Mangeat, Sébastien Desfayes, François Erard, Jean-Marc Guinchard, Anne Carron, Thierry Arn, Jacques Blondin, Patricia Bidaux, Souheil Sayegh, Laurent Seydoux, Masha Alimi, Francisco Taboada*

*Date de dépôt : 6 janvier 2025*

## **Proposition de motion**

### **Création d'un fonds audiovisuel cantonal : pour l'attractivité économique de Genève à travers le soutien et le développement de l'industrie audiovisuelle**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que les productions audiovisuelles engendrent des retombées économiques très importantes, directes sur l'emploi et les industries spécialisées, et indirectes dans des secteurs annexes comme le tourisme, l'hôtellerie, et les services ;
- que les productions (fictions, documentaires, animation ou publicités) se dirigent vers les territoires qui combinent infrastructures, compétences locales spécialisées et incitatifs financiers ;
- que la création de fonds incitatifs dans de nombreuses régions ou pays ont démontré des impacts positifs significatifs : croissance économique, création d'emplois et développement des infrastructures ;
- que l'absence de mécanisme incitatif économique pour l'audiovisuel à Genève limite la capacité de la région à attirer des productions nationales et internationales ;
- que la compétition internationale pour attirer des productions audiovisuelles nécessite des incitations financières claires et compétitives ;
- que le canton zurichois est extrêmement bien financé, que le canton du Valais a mis en place un soutien financier et un support logistique

efficace et que Vaud et Neuchâtel sont en train de se doter d'outils financiers ;

- que Genève, déjà reconnue pour son dynamisme audiovisuel, a un potentiel de rayonnement international qui ne peut être pleinement exploité sans un soutien structurel équivalent à celui d'autres régions internationales,

invite le Conseil d'Etat

- à créer un fonds d'incitation économique en faveur de l'industrie audiovisuelle avec un accent sur l'intégration des industries et des talents locaux ;
- à créer un bureau d'accueil des tournages, pour accompagner les productions nationales et internationales et faciliter leurs démarches administratives ;
- à soutenir la mise à disposition et le développement d'infrastructures, telles que des studios, en collaboration avec les communes et des partenaires privés ;
- à soutenir la formation et la poursuite de l'acquisition de compétences techniques et artistiques de haut niveau à Genève.

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

Le secteur audiovisuel est aujourd'hui reconnu comme un levier stratégique de développement économique et culturel à travers le monde. La demande croissante pour des contenus originaux a incité de nombreux territoires à investir massivement dans des fonds incitatifs, des infrastructures modernes et la formation de talents locaux. Ces initiatives ont prouvé leur efficacité en générant des retombées économiques significatives et en renforçant l'attractivité des régions concernées pour les productions nationales et internationales. Chaque année, de nouveaux fonds incitatifs régionaux et nationaux sont créés en Europe et dans le monde afin de soutenir les productions et les industries audiovisuelles régionales. Car il est aujourd'hui clair que les impacts de ce secteur débordent largement sur les autres secteurs industriels, économiques et touristiques.

A titre d'exemple, les territoires voisins tels que la France, l'Italie ou le Tyrol remboursent plus de 35% des dépenses faites par les productions audiovisuelles dans une région.

En Suisse, Genève dispose d'un réel potentiel. Avec son multiculturalisme, son rayonnement international et son expertise reconnue dans le domaine audiovisuel, le canton pourrait devenir un acteur clé du secteur. Pourtant, l'absence de mécanismes financiers compétitifs place Genève dans une position de faiblesse face à d'autres régions suisses, comme Zurich. Les cantons du Valais, Vaud et Neuchâtel ont déjà des fonds en place ou sur le point de l'être. De nombreuses études démontrent que de tels dispositifs favorisent non seulement l'attraction de productions, mais aussi la création d'emplois locaux, le développement d'infrastructures, et la montée en compétences des équipes.

L'audiovisuel genevois sait rayonner internationalement : ainsi de nombreux longs métrages sélectionnés au festival de Cannes ces dernières années ont été initiés et produits par des sociétés genevoises, et l'une d'elles a notamment su se frayer un chemin jusqu'aux Oscars.

Malgré une demande en constante augmentation, la production genevoise pourrait disparaître en l'absence d'une mise en place d'une réelle politique audiovisuelle. Les sources habituelles de financement sont actuellement toutes en risque. A côté de la baisse constante du budget de la télévision publique suisse et le risque encouru avec la division de la redevance, la baisse des soutiens culturels, l'audiovisuel genevois fait également face à une nouvelle menace. Suite à l'acceptation de l'initiative dite Lex Netflix, les plateformes de streaming investissent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, une part de

leur chiffre d'affaires en Suisse. Il se trouve que le territoire suisse est intégré dans la région DACH, exclusivement germanophone. La création d'un fonds incitatif devient aujourd'hui indispensable pour que Genève reste attractive et permette également de garantir la production et la diffusion de contenus reflétant la diversité genevoise en devenant attrayante pour les bureaux francophones de ces plateformes.

Genève étant perçue à juste titre comme l'une des villes les plus chères au monde, ce fonds permettrait de faire baisser la tension financière des productions à Genève, tout en garantissant des retombées dans de nombreux secteurs, au-delà de l'industrie audiovisuelle elle-même. Il renforcerait la position de Genève en tant que centre de coproductions européennes et internationales.

La création d'un fonds cantonal audiovisuel permettrait de répondre à ces enjeux en :

- offrant des incitations financières claires et compétitives pour attirer les productions nationales et internationales ;
- renforçant les infrastructures nécessaires à l'accueil de tournages de grande envergure à l'instar de l'initiative de la création d'un studio genevois ;
- soutenant la formation continue et le développement des compétences techniques et artistiques ;
- créant un environnement rassurant et stable, augmentant l'attrait pour des investisseurs tiers ;
- consolidant le rayonnement culturel de Genève et sa visibilité sur la scène audiovisuelle mondiale.

Ce fonds contribuerait à positionner Genève comme un modèle de développement audiovisuel en Suisse, tout en répondant aux défis économiques, culturels et stratégiques de demain. En s'inspirant des meilleures pratiques internationales, Genève peut créer un écosystème audiovisuel durable, compétitif et inclusif, capable de stimuler son économie locale tout en valorisant son identité unique.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous prions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil à cette proposition de motion.